

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

| *Une fausse réforme*

- Abaissement du niveau des études.
- Dégradation de la fonction enseignante.
- Aggravation de la ségrégation sociale parmi les étudiants.

C'est en ces termes que le Syndicat national de l'Enseignement supérieur (F.E.N.), dans une lettre à tous les membres de l'Enseignement supérieur, caractérise le plan gouvernemental de réforme.

En effet, le plan, dit Fouchet, prétend résoudre sans augmentation des crédits destinés à l'université les problèmes de l'accueil dans l'enseignement supérieur des générations de l'après-guerre, et de la formation de ces milliers de jeunes.

Les missions essentielles de l'enseignement supérieur :

- Faire progresser la recherche, contribuer à l'élévation du niveau culturel de la nation, former des chercheurs ;
- Former les cadres supérieurs ;
- Participer à la formation des cadres moyens ;
- Former les enseignants de tous niveaux ;
- Assurer le recyclage de tous ceux dont il assure la formation ;
- Diffuser la culture,

ne pourront absolument pas être remplies dans le cadre de ce plan qui a pour but évident de permettre uniquement la formation au moindre prix de techniciens capables d'être immédiatement utilisés par l'industrie dans l'état actuel de son développement au mépris de toutes les lacunes de formation générale que cela implique.

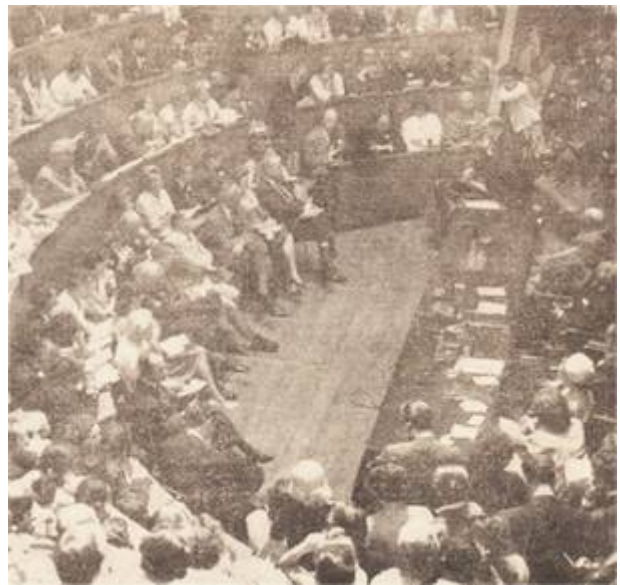
L'in vraisemblable prétention de former en deux ans, après un baccalauréat soi-disant renouvelé, des enseignants du secondaire, ne peut qu'amplifier le recul de la qualité du corps enseignant, en institutionnalisant un état de fait dont les actuelles générations ont déjà subi les premières conséquences.

Le ministre prétend que la réduction de la durée des études augmente le nombre des enseignants, comme si la coupure d'un

tuyau permettait de faire sortir plus d'éléments qu'il n'en rentre à l'origine.

S'il y a fuite de nombreux éléments, et souvent des meilleurs, des carrières de l'enseignement, c'est dû essentiellement au décalage invraisemblable des traitements (allant jusqu'à 100 p. 100 dans l'enseignement supérieur scientifique) et aux déplorables conditions de travail.

Le nombre imposant d'échecs aux examens est implicable aux conditions de travail : insuffisance de l'encadrement et des locaux.



L'accueil dans l'enseignement supérieur des générations d'après-guerre exige l'augmentation des crédits.

On ne supprime pas le problème en supprimant la propédeutique, car à qui veut-on faire croire que l'on peut se passer des matériaux de base qui y sont enseignés ?

Donc, il s'agit d'un changement de dénomination, non du contenu, alors que c'est le problème de l'évolution des programmes et des méthodes d'enseignement qui est essentiel.

On baptise licence la propédeutique, maîtrise la licence, et le problème est résolu. Peut-être qu'il l'est pour une opération publicitaire devant le petit écran, mais pour les enseignants, pour les

étudiants, pour les masses populaires à qui l'on barre systématiquement l'accès à la culture, qu'en est-il ?

L'enseignement français reflète la structure de classes de la société, les politiciens au service du grand patronat qui nous gouverne adaptent aux besoins des monopoles l'université considérée par eux comme un moyen de maintien de leur domination.

La démocratisation de l'enseignement ne peut être entreprise qu'au niveau de la première ségrégation, à la sortie de l'enseignement primaire, et le seul fait que la réforme Fouchet s'adresse essentiellement au supérieur prouve déjà que ces questions n'intéressent pas le gouvernement.

La situation actuelle de l'enseignement reflète l'état actuel des rapports de forces dans la société, et ce serait se leurrer que de croire qu'on pourra obtenir quoi que ce soit de décisif en ce domaine sans modification complète de ce rapport de forces et de la structure sociale. Les plus beaux plans gouvernementaux, les mieux établis par l'administration, sont irréalisables dans la situation actuelle, et il serait malsain de laisser croire à une quelconque possibilité d'aménagements progressifs. Le travail des militants socialistes consiste à définir les objectifs et les missions de l'université et les conditions économiques politiques et sociales nécessaires à la réalisation de ces objectifs.

Alain Ledoux.

Tribune Socialiste n° 225

30 janvier 1965

Page 10